



Comment donner aux citoyens les moyens de lutter contre le racisme et les discriminations ?

<http://egalite-citoyennete-participez.gouv.fr/projects/comment-enrayer-ce-phenomene/consultation/deposez-vos-propositions/opinions/defis/en-finir-avec-les-discriminations-d-etat>

Publié par Gouvernement dans Egalité réelle, le 18 mars 2016

- 285 contributions
- 2863 votes
- 1224 participants

Association Nationale des Gens du Voyage Citoyens (ANGVC) • 30 mars 2016 à 16:45 - modifié le 30 mars 2016 à 16:52

En finir avec une discrimination d'Etat

77 votes • 0 modification • 1 argument • 0 source

Dans le prolongement d'autres législations spécifiques stigmatisantes qui ont ouvert la voie à ce dispositif, les personnes sans domicile stable plus de 6 mois par an et exerçant une activité ambulante - ce qui correspond avec la représentation des Gens du Voyage - doivent être en possession d'un titre de circulation dès l'âge de 16 ans et rattachées administrativement à une commune depuis 1969. Cette commune de rattachement devient ainsi leur domiciliation obligée pour les actes citoyens essentiels (état civil, activités économiques, élections, journée de défense et citoyenneté) sans qu'elle soit nécessairement fonctionnelle avec leur lieu de résidence usuel (une commune de rattachement peut ainsi se situer à plusieurs centaines de km de la zone d'habitat usuelle). De plus, chaque commune ne peut rattacher administrativement plus de 3% de sa population.

Elles constituent la seule catégorie de citoyens français à devoir posséder de par la loi un "passport de l'intérieur" qui l'identifie sur le champ comme appartenant à un groupe "ethnique" supposé. Il s'agit là d'une discrimination qui a été dénoncée depuis longtemps aussi bien par la société civile que les instances nationales (Commission des droits de l'Homme, Défenseur des droits) et internationales (Conseil de l'Europe, ONU).

Il est donc plus que temps que le droit commun de tous les citoyens, fondé sur l'égalité de traitement, s'applique dans les faits et que cette loi du 3 janvier 1969 soit définitivement abrogée.

Parmi, les 131 propositions formulées durant la consultation sur le volet « Comment donner aux citoyens les moyens de lutter contre le racisme et les discriminations ? », voici les 10 qui ont recueilli le plus de suffrages :

1. Coexister • 6 avr. 2016 • Modifié le 6 avr. 2016
Formation universelle à la laïcité et aux faits religieux dans les Universités
295 votes • 3 modifications • 0 argument • 0 source
2. Samuel THOMAS • 25 mars 2016 • Modifié le 30 mars 2016
CV anonyme : un outil contre les discriminations
295 votes • 0 modification • 2 arguments • 0 source
3. Coexister • 6 avr. 2016 • Modifié le 6 avr. 2016
Fédérer tous les acteurs qui luttent contre les discriminations
292 votes • 0 modification • 0 argument • 0 source
4. Coexister • 6 avr. 2016 • Modifié le 6 avr. 2016
États-Généraux du lien & de la cohésion sociale
277 votes • 1 modification • 3 arguments • 6 sources
5. Françoise COTRAVAUX • 4 avr. 2016
FAIRE DES CHANTIERS INTERNATIONAUX DE BÉNÉVOLES
150 votes • 1 modification • 3 arguments • 0 source
6. Samuel THOMAS • 25 mars 2016 • Modifié le 25 mars 2016
LOGEMENT
123 votes • 0 modification • 1 argument • 0 source
7. Samuel THOMAS • 25 mars 2016 • Modifié le 25 mars 2016
EDUCATION NATIONALE
114 votes • 0 modification • 1 argument • 0 source
8. Samuel THOMAS • 25 mars 2016 • Modifié le 30 mars 2016
ASSOCIATION - CITOYENNETE
102 votes • 0 modification • 0 argument • 0 source
9. Association Nationale des Gens du Voyage Citoyens (ANGVC) • 30 mars 2016 •
Modifié le 30 mars 2016
En finir avec une discrimination d'Etat
77 votes • 0 modification • 1 argument • 0 source
10. Charline Sabourin • 24 mars 2016
L'éducation est la clé
70 votes • 0 modification • 2 arguments • 0 source